



Convention financière

Entre :

Le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin dûment habilité à cet effet par la délibération n°XXX de la commission permanente du Conseil Départemental du 30 novembre 2020, ci-après dénommé « le Département »,

Et

L'Association Jean Georges Stuber, 19 rue de la Forêt 67570 ROTHAU, maître d'ouvrage et gestionnaire, représentée par Monsieur Patrice Maréchal, Président ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 25 juin 2018, adoptant le Plan d'Actions Enfance, Jeunesse, Famille 2018-2023,

Vu le Règlement Financier du Département du Bas-Rhin,

Vu la délibération n°XXX de la commission permanente du Conseil départemental du Bas-Rhin en date du 30 novembre 2020,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La présente convention définit les modalités de l'intervention financière du Département du Bas-Rhin pour la création d'un lieu de vie, d'une capacité de 7 places pour garçons et filles âgés de 6 à 18 ans placés au titre de la protection de l'enfance, à Rothau 19 rue de la Forêt. Le coût d'acquisition du bâtiment est de 300 000 €, hors frais de notaire et taxes diverses. Des travaux d'aménagement et l'achat de mobilier sont nécessaires pour adapter la structure à l'accueil d'enfants.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le Département s'engage à apporter une aide financière pour le programme d'investissement 19 rue de la Forêt à Rothau concernant l'acquisition, les travaux de restructuration et l'achat d'équipements en vue de la création d'un lieu de vie pour mineurs de 6 à 18 ans relevant de la protection de l'enfance, au sens de l'article D.316-1 du Code de l'action sociale et des familles, que le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité.

Le coût total de l'opération s'élève à 700 000 € TTC toutes dépenses confondues et se décompose comme suit :

▪ Acquisition	300 000 €
▪ Travaux	264 000 €
▪ Mobilier et matériel	80 000 €
▪ Frais divers et aléas	56 000 €.

La subvention du Département devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'investissement tel que précisé ci-avant.

Le Département n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide départementale

2.1. La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties

2.2. Le bénéficiaire doit maintenir la destination de l'investissement 15 ans après son achèvement. Toutes variations dans l'activité, la capacité installée, les organes de gestion et de direction et plus généralement tous changements de nature à modifier la prestation fournie sont portés à la connaissance du Président du Conseil Départemental dans un délai d'un mois.

2.3. Sous réserve de la clause prévue à l'article 11 ci-après, la présente convention prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties signataires, ce qui inclut le versement du solde de la subvention (égal à 5 % du montant de la subvention) ou les éventuels reversements des indus ainsi que l'obligation prévue à l'article 2.2 ci-avant.

Article 3 : Détermination du montant éligible

Le coût total estimé éligible du programme d'investissement sur la durée de la convention est évalué à 644 000 €, en valeur fin de travaux.

Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action.

Article 4 : Détermination de la contribution financière

Le Département contribue financièrement au projet par une subvention d'investissement d'un montant maximal de 128 800 €, équivalent à 20 % du coût total estimé éligible du programme d'investissement.

Dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à la fixation des prix de journée, les tarifs de prestation arrêtés par le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin intégreront les charges d'intérêts et les dotations aux comptes d'amortissement résultant du coût et du plan de financement définis ci-dessus.

Toute incidence sur les charges d'exploitation liée à une modification du coût ou du plan de financement de l'opération, pour être prise en compte dans le prix de journée, devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision. Il s'agit d'une subvention « transférable » faisant l'objet d'une reprise en section d'exploitation permettant de compenser à due concurrence la charge d'amortissement.

Le montant versé est calculé au prorata de la réalisation effective de l'opération.

Article 5 : Modalités de versement de la contribution financière

5.1 Le Département effectue un à deux versements par an au bénéficiaire, sur présentation des justificatifs indiqués à l'article 6.

5.2 Le montant des acomptes et du solde est calculé en multipliant le montant des dépenses éligibles certifiées par le taux de subvention départementale indiqué à l'article 4, déduction faite des acomptes déjà versés.

Article 6 : Justificatifs

6.1. Les versements des acomptes et du solde sont effectués sur production d'états récapitulatifs des dépenses certifiés exacts par le responsable légal et par le trésorier ou l'expert-comptable.

L'état récapitulatif des dépenses est accompagné d'une copie des factures ou des justificatifs de dépenses équivalents, du plan de financement définitif et d'un relevé d'identité bancaire ou postal.

Le bénéficiaire doit produire au moins un état récapitulatif de dépenses par an, sous peine de sanctions prévues à l'article 9.

6.2. En vue du versement du solde, le bénéficiaire produit une copie des dernières factures ou des justificatifs de dépenses équivalente, ainsi que le décompte général et définitif, transmis par le bénéficiaire dès qu'il en dispose.

6.3 Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1^{er}.

Article 7: Obligations à la charge du bénéficiaire de l'aide financière

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er};
- maintenir la destination de l'investissement 15 ans après son achèvement
- ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique,
- à communiquer, lorsque le bénéficiaire est une association, au Département les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- à informer sans délai le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant et de toute cession de créance le concernant étant précisé qu'une telle cession devra être préalablement autorisée par le Conseil Départemental,

Article 8 : Information et communication

L'organisme bénéficiaire de la subvention, dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien du Conseil Départemental du Bas-Rhin dans tous les supports qu'il utilise ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Conseil Départemental du Bas-Rhin sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Conseil Départemental, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication du Conseil Départemental.

Le Département devra être informé de toute manifestation publique organisée dans le cadre du projet soutenu.

Article 9 : Interruption et reversement de l'aide financière

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière du Département,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

Le Département en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : Résiliation

10.1. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

10.2. Pour la préservation de l'intérêt général, le Département peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Article 11 : Avenant

Sans préjudice de l'article 4, la présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 12 : Application supplétive du règlement financier départemental

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les règles du règlement financier départemental dont le contenu est accessible sur le site internet du Département du Bas-Rhin.

Article 13 : Substitution de parties

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations. La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions prévues jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Article 14 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège du Département.

Fait à STRASBOURG, le
en deux exemplaires originaux qui sont remis à chaque partie signataire.

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental
du Bas-Rhin

Frédéric BIERRY

Pour le bénéficiaire,
Le Président de l'Association
Jean Georges Stuber

Patrice MARECHAL